

Organisation
du Travail
par l'Association.

JOURNAL DES TRAVAILLEURS.

Plus
d'exploitation
de l'homme par l'homme

Bureaux provisoires :
rue Constantine, 11.

Les Manuscrits ne sont point rendus
et doivent être signés.

FONDÉ PAR LES OUVRIERS DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG.

Paraissant le Dimanche et le Jeudi.

Conditions de l'abonnement :
Paris : 6 fr. — Départements : 7 fr.
Les Corporations d'ouvriers sont in-
vitées à communiquer des
renseignements.

SOMMAIRE.

Manifeste des Délégués des Corporations. — Les Grèves. — Nos amis les ennemis et les Ateliers nationaux. — Un acte de clémence. — Nouvelles des Corporations. — Bulletin de l'extérieur. — Physionomie de Paris. — Avis divers.

PARIS, 8 JUIN,

MANIFESTE

des

DÉLÉGUÉS DES CORPORATIONS

(Ayant siégé au Luxembourg)

AUX OUVRIERS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

FRÈRES,

Des récriminations se sont élevées contre nous. Votre légitime impatience vous a parfois rendus injustes à notre égard. Qu'avez-vous fait, nous répète-t-on sans cesse, depuis tantôt deux mois que vous êtes constitués ? Où en est la question du travail ?

Ce que nous avons fait, nous allons vous l'exposer en quelques mots, et nous vous expliquerons en même temps pourquoi nous n'avons pas marché plus vite.

Le 10 mars, la moitié à peine des corps d'état se trouvait représentée au Luxembourg ; chaque jour, il arrivait de nouveaux fondés de pouvoir. Aujourd'hui même toutes les corporations n'ont pas encore nommé leurs délégués.

Nous nous sommes trouvés réunis, dès le principe, au nombre de trois à quatre cents, complètement inconnus les uns aux autres, nous rencontrant pour la première fois, sans direction, sans expérience des assemblées et des délibérations. Néanmoins, nous nous sommes mis à l'œuvre immédiatement.

Vous nous avez envoyés au Luxembourg pour traiter la question du travail. Nous n'avons point perdu de vue l'objet de notre mandat ; mais en présence des préoccupations politiques qui ont, jusqu'à ce jour, exclusivement absorbé l'opinion publique, n'auriez-vous pas vous-mêmes trouvé hors de propos toute question autre que la question électorale ? C'est pour répondre à ce besoin du moment que nous avons cru devoir nous occuper d'élections. Nous voulions que le vrai peuple, les travailleurs, fussent représentés à l'Assemblée nationale. A cet effet, nous avions, après le plus scrupuleux examen et les enquêtes les plus minutieuses, dressé une liste de vingt ouvriers choisis parmi les candidats que vous aviez élus vous-mêmes, et dignes à tous égards de vous représenter.

Le succès n'a pas répondu à nos efforts. La faute n'en est point à nous. Nous ne vous faisons non plus aucun reproche à ce sujet. Aussi dépourvus d'expérience politique que d'organisation, les ouvriers ne pouvaient lutter contre ceux qui, jusqu'à ce jour, ont joui exclusivement du droit électoral.

Cet échec, loin de nous décourager, n'a fait que ranimer notre ardeur. Il a servi du moins à nous faire voir qu'avant de rien entreprendre, il fallait réunir en un seul faisceau les forces populaires condamnées à l'inertie par l'isolement.

Oui, ce qu'il nous faut avant tout, c'est une organisation puissante que rien ne puisse briser. Celle que nous vous apportons est simple : la formation de sections populaires, unitairement centralisées par le comité des délégués du travail.

Notre but, frères, c'est l'émancipation du prolétariat, la conquête de nos droits sociaux.

Cette question est liée intimement à la question politique. Pour la résoudre, il nous faut pleine et entière liberté de propagande, liberté de réunion, liberté d'association. La garantie de la liberté n'est ni dans la constitution, ni dans les promesses verbales ou écrites : elle est tout entière dans l'union de ses défenseurs. Frères, ralliez-vous sous un même drapeau. La con-

tre-révolution est audacieuse : qui sait où s'arrêteront ses attentats ? Elle est habile : sous prétexte d'ordre ou de COMMUNISME, elle tournerait vos armes contre vous. Le soldat de la liberté ne doit relever que de sa raison.

Notre droit, appuyé depuis longtemps sur la justice, doit triompher par la promulgation de la loi. Opposons à la coalition des intérêts individuels la ligue des travailleurs associés pour le triomphe de la Révolution sociale dans les élections futures.

La question du travail ! C'est la première à l'ordre du jour. Nous ne vous appelons point à nous pour élaborer des systèmes et dissenter sur des théories ; mais pour agir et mettre en pratique ce qui est IMMÉDIATEMENT PRATICABLE. A ce sujet, nous vous devons quelques instructions ; car plusieurs d'entre vous n'ont pas nettement compris la nature du mandat confié à leurs délégués.

La question du travail se divise en deux parties : l'organisation particulière de l'atelier, et l'organisation générale de l'échange des produits.

L'organisation de l'atelier est du ressort de chaque spécialité industrielle. Il faut que dans chaque corps d'état il soit formé un comité chargé des intérêts spéciaux de la profession, ayant pour mission de maintenir les salaires et de préparer l'association par l'étude des procédés techniques, et l'établissement d'un tarif des prix de main-d'œuvre. Ce travail n'est point de notre ressort. Une assemblée des délégués de tous les corps d'état ne peut s'occuper de questions que trois de ses membres seraient seuls capables d'éclairer.

Notre rôle à nous, c'est d'organiser les rapports de toutes les industries entre elles ; de régler les lois de l'échange, de créer des débouchés aux produits du travail. C'est pour cette raison que nous vous grouperons par sections et par arrondissements, sans distinction de profession ; car les consommateurs appartiennent à tous les corps d'état. Le premier atelier social une fois établi, tous les citoyens associés en forment eux-mêmes la clientèle.

Organisation de l'échange et organisation du travail, ne peuvent marcher que de front. A chacun donc la spécialité, c'est le principe fécond et tout-puissant de la division du travail.

Le peuple, cette multitude de producteurs dont la misère est l'apanage, le peuple n'a existé jusqu'à ce jour que pour procurer à ceux qui l'exploitent, des jouissances que lui, le paria de la société, n'a jamais connues.

Oui, c'est par son travail que le peuple fait les bourgeois, les propriétaires, les capitalistes ; oui, c'est le peuple qui fait tous les heureux de la terre.

L'Etat, c'est-à-dire les hommes qui gouvernent le peuple, n'existe qu'aux dépens de l'impôt payé par tout le monde, de l'impôt dont la source vient évidemment du producteur.

Supprimez le producteur, et vous anéantissez d'un seul coup les bourgeois, les propriétaires, les capitalistes, et vous conduisez l'Etat à la banqueroute.

Donc, l'Etat, c'est le peuple, c'est le producteur.

Ceci posé, pourquoi le peuple atteindrait-il, peut-être vainement, une organisation sociale qui pourrait tout au plus lui rendre une faible partie de ce qu'il donne volontairement tous les jours à celui qui l'exploite ?

Plus d'intermédiaires entre le peuple et le gouvernement !

Que le peuple, sans plus attendre, s'organise donc lui-même ! n'est-il pas souverain, le producteur de toutes les richesses ?

Oui, que telle soit sa volonté, et nulle puissance au monde ne saurait y mettre obstacle !

Oui, que le peuple veuille l'ASSOCIATION, — mais qu'il la veuille avec autant d'énergie et de persévérance qu'il a voulu la LIBERTÉ, — et bourgeois, proprié-

taires et capitalistes seront bien forcés de consommer ses produits ; et bientôt l'on verra ces marchands de salaire venir offrir leurs capitaux à un taux que le peuple sera libre d'accepter ou de refuser.

A l'œuvre donc, peuple souverain ! dessille tes yeux, sors de ton obscurité et vois la lumière ! unis tes forces en un seul faisceau, viens mettre fin à tes misères par la sainte ASSOCIATION, que les heureux du siècle, dans leur appréhension égoïste, ont l'audace de traiter d'utopie.

L'esclavage est aboli ! Viens, prolétaire, viens signer ton émancipation.

(Notre numéro de dimanche contiendra le Règlement de la société des Corporations réunies).

LES GRÈVES.

La nation française est depuis longtemps atteinte d'un mal profond.

Ce mal — ainsi que tous ceux de même nature — va toujours croissant ; et, si l'on n'y remédie avec promptitude, avec vigueur, il peut en résulter des malheurs effrayants. Nous sommes loin de vouloir semer l'alarme, mais nous devons dire hardiment la vérité.

Voici le fait :

La plupart des industries — nous pourrions dire presque toutes — sont dans une anarchie funeste et qui pourrait devenir plus terrible encore. Les travaux sont interrompus, et les producteurs qui n'ont d'autres ressources que leur production se voient condamnés à des tortures sans nom.

La Révolution de février ayant consacré en principe le DROIT AU TRAVAIL, ayant reconnu qu'il était juste que les bénéfices résultant des produits appartenissent aux travailleurs, un certain nombre de ceux-ci, sur la foi des promesses inscrites voudraient ne reprendre leurs travaux que lorsque ces promesses seraient réalisées. De son côté, la bourgeoisie a cru qu'il n'y avait rien de changé si ce n'est le mot de République à la place de celui de monarchie. Elle a pensé que les ouvriers étaient et seraient toujours des machines à production, et qu'on les dirigerait comme par le passé.

L'antiquité avait ses esclaves, le moyen-âge avait ses serfs, le XIX^e siècle veut avoir des salariés.

Ce n'est absolument qu'un changement de forme.

Dans ce qu'on nomme les classes supérieures, il en est beaucoup qui croient que non seulement rien n'est changé, mais encore que rien n'est à changer. Pour le peuple qui commence à voir la lumière, il y a tout à faire, et comprenant parfaitement sa situation, il serait à craindre qu'il ne se servit d'une arme qui pourrait devenir mortelle à ses ennemis, le REFUS DU TRAVAIL. De là les grèves qui, comme la mer, ont leur flux et leur reflux.

A l'instant où nous écrivons, les chemins de fer du Nord, d'Orléans, les cambreurs, les corroyeurs, les chapeliers, etc., la place nous manque pour tout indiquer, font GRÈVE.

Cette suspension de travail avait commencé le 24 février, et nul ne peut prévoir quand elle s'arrêtera.

Nous ne voudrions accuser aucune classe de la société, mais, nous le demandons en toute sincérité, les chefs d'industrie, les capitalistes, enfin tous ceux qui possèdent ou veulent posséder ont-ils rempli leurs devoirs envers les hommes qui versaient leur sang sur les barricades sans être excités par d'autres motifs que le DROIT ?

Ont-ils, suivant l'exemple que nous leur donnons, cherché à faire taire, pendant une minute seulement, leurs instincts égoïstes ?

Ont-ils su ce qu'il nous fallait de courage, de vertu pour résister à la faim, cette mauvaise conseillère ?

Non !

Et maintenant que font-ils ? ils calomnient impu-

demment tous ceux qui se dévouent aux intérêts généraux, ils sourient avec dédain aux raisons qu'on leur oppose, aux réclamations qu'on leur adresse. Ils ferment leur âme, qui comme les nôtres pourtant émanent de Dieu, et ne répondent que par des injures.

Qu'arrivera-t-il?

L'iniquité l'emportera-t-elle sur le droit?

Non!

Les travailleurs se verront-ils condamnés à rentrer dans leurs ateliers sans qu'une meilleure rétribution leur soit accordée? Doivent-ils subir les conditions qu'on veut leur imposer?

Non!

La violence devra-t-elle être employée par eux pour partager les produits qu'ils ont créés?

A cette question que nous ne posons pas sans frémir, nous sentons notre cœur se briser, car nous savons ce qu'il en coûte pour entreprendre une lutte et en subir les conséquences.

Descendant en nous-mêmes, nous nous demandons si ce qui est vrai, ce qui est juste sera éternellement méconnu?

Mais aussi nous le disons sans colère, sans amertume, nous craignons que le mal produit par les GREVES s'accroisse si les hommes qui sont au pouvoir, si les grands industriels ne comprennent pas quel doit être leur rôle véritable.

Le combat, la force brutale ne peut amener que le désordre le plus effréné, que la tourmente la plus horrible sans pressentir même quel en sera le terme.

A toutes ces appréhensions, à toutes ces craintes qui peuvent instantanément devenir des réalités, il n'y a qu'un seul et unique remède: l'ASSOCIATION.

Pierre VINARD.

NOS AMIS LES ENNEMIS ET LES ATELIERS NATIONAUX.

(L'un de nos abonnés du lendemain et qui se dit Republicain de la veille, nous prie d'insérer la lettre qu'on va lire plus bas avec le titre que nous venons de placer en tête.)

Paris, le 5 juin 1848 ou l'an 1^{er} de la République démocratique et sociale.

Citoyen Rédacteur,

Je lis beaucoup de journaux et je veux acheter le vôtre, j'entend le numéro périodique que vous nous annoncez depuis hier seulement.

Voyons un peu le parti que va prendre la chambre ou l'Assemblée nationale, peu importe le nom puisque nous désirons une chose, surtout à l'égard des *terrassiers embrigadés* tout autour de Paris et en tant soit peu dedans.

Savez-vous bien, Citoyen-Rédacteur, que les trois mois ont sonné, à toutes les pendules qui marquent les divisions du temps, depuis que les TRAVAILLEURS mangent l'argent des contribuables? On parle, on affiche même officiellement l'histoire d'un recensement qui fait frémir rien qu'à l'idée du nombre de ces hommes nourris depuis un trimestre et à nourrir encore! Chacun de dire qu'ils sont plus de 200,000 OUVRIERS, comme il y avait 1,200,000 CURIEUX à la fête de la Concorde, selon le Moniteur, dans sa partie officielle et très-artificielle.

Veuillez me suivre s'il vous plaît!

Pourriez-vous me dire, Citoyen-Rédacteur, combien coûtait à nourrir en 1815-16 et quelque chose, un Prussien, un Russe, ou enfin un *allié*, et toujours par jour et par individu? Si vous l'ignorez, je vais vous le dire ainsi qu'à d'autres. Voyons le menu. . . . et prenons la moyenne de toutes les nations acharnées à nous dénationaliser de par la volonté de leurs maîtres trônants. — Le Prussien par exemple.

Un trouper d'outre-Rhin boit la goutte dans un demi-litre, ci

1 fr. »

Il mange une livre de chandelles, (les miettes servent de cire à moustache), ci

1 20

Il dévore 2 kilos de lard à 1 fr. 20 c. l'un, ci

2 40

Il grignotte très peu de pain, c'est vrai, ci

» 00

Il avale en cidre, bière ou vin, pour au moins

1 »

Il se chauffe, s'éclaire et salit des draps pour

» 20

Il casse régulièrement quelque vaisselle pour la valeur de

» 06

Voilà, je crois, la carte qui n'a jamais été payée pendant plusieurs années chez les habitants de la France restaurée; il me semble que l'addition se traduit par un écu de six livres de ce temps-là, encore une fois, pour chaque homme et pour chaque jour. Combien étaient-ils ces ennemis-alliés-désirés? Peut-être que les officiers consumaient plus dans les salons de toutes les aristocraties de l'époque? . . . Si les prix des denrées paraissent exagérés, il y a des mercuriales de ce temps là qui répondront pour moi. — Vous savez, citoyen, comment ces troupes ont délogé; les centaines de millions ont assez pesé sur notre malheureuse patrie; qui, plus tard, a gratifié les émigrés d'un milliard et les rois d'une liste civile qui n'a pas moins duré qu'une éternité de trente-trois ans!

La bourgeoisie s'est noblement acquittée des devoirs de

l'hospitalité envers ces hôtes passablement gloutons, qu'elle appelait de tous ses vœux, tandis que les *fainéants nationaux*, leurs frères et leurs pères, ont tout fait pour les chasser en ennemis et sont toujours disposés à en agir ainsi s'il y a du danger pour l'avenir. Qui a fait la révolution et pour qui? . . .

La Constituante va supprimer les ateliers nationaux, dit-on; qu'elle y regarde à deux fois, car il s'agit bien de supprimer autre chose que vingt-trois sous de salaire-anémone!

J'ai beaucoup à vous dire sur les ateliers nationaux, je les connais passablement et je me réserve de vous entretenir quelquefois de leur origine et de leur destination très-future.

Salut et Fraternité.

PHALÈNE.

UN ACTE DE CLÉMENCE.

Gloire à toi noble assemblée; tu viens enfin de rendre un décret!

Tu as proclamé l'immoralité du suicide; tu as déclaré que tu ne serais point marâtre ou (pour nous servir de l'expression de Vergniaud), que tu ne dévorerais pas tes propres enfants.

Si un juste orgueil, la conscience d'un bon droit, une conviction profonde ne nous permettent pas de croire à ta clémence nous sommes heureux pourtant de saluer ton équité.

Merci donc à vous, représentants de cette majorité qui n'a pas craint de se montrer favorable à une idée de justice.

Vous du moins, vous êtes souvenus du 31 mai, du 9 thermidor, vous du moins avez compris que notre belle République ne devait pas, ne pouvait pas s'élever sur des listes de proscription. Encore une fois, merci à vous.

Mais sachez-le bien députés du peuple, nous n'avons pu douter de la loyauté de votre jugement; car nous ne doutons point de la pureté de la cause qui lui était soumise. Les travailleurs ne vous l'ont-ils suffisamment prouvé par le calme de leur attitude? Et celui-là qu'une haineuse dénonciation mandait à votre banc, calme comme eux, n'a-t-il pas d'un geste conciliateur rendu muettes les nombreuses sympathies qui lui sont acquises.

Nous vous le demandons. Est-ce là le maintien d'un fauteur de trouble, d'un anarchiste, et lorsque vous lui avez fait de ses liaisons amicales un chef d'accusation, a-t-il, au moment du danger, renié l'amitié captive; est-ce là la conduite d'un traître? Qu'avez-vous à répondre minorité sans courage, accusateurs sans convictions? Répondez vite où il nous sera permis de croire que votre intention était d'étouffer un principe en flétrissant un citoyen.

Tenez la mémoire seule vous a fait défaut lorsqu'il s'est agi d'énumérer ses crimes. Nous pouvons vous les dire maintenant que vous avez rendu votre verdict.

Nous supprimerons cependant la forme d'usage, ATTENDU QUE, etc.

Oui, c'est bien lui, messieurs, qui a écrit ce libelle qu'on nomme HISTOIRE DE DIX ANS.

Il fut du nombre de ces hommes qui, après la mémorable Révolution de février, s'emparèrent des rênes flottantes de l'Etat.

Il fut un de ceux qui, voulant une République pacifique, brûlèrent en effigie la fatale machine de 93.

C'est encore lui qui, sur les marches de l'Hôtel-de-Ville, disait à nos cohortes affamées par 18 années de souffrances: «Patience, mes amis, il faut attendre encore; et c'est à lui que, charmés par sa douce parole, tous les travailleurs répondaient comme une seule voix: nous avons trois mois de misère au service de la République.

C'est enfin lui qui, après s'être livré à l'étude la plus consciencieuse des malheurs du peuple, fut désigné par ses collègues pour occuper au Luxembourg le poste périlleux que vous venez de changer en une prison. Nous en convenons avec vous, voilà le plus important de ses crimes. C'est là que l'utopiste, de concert avec les hommes les plus éclairés de son siècle, a eu l'audace de crayonner l'esquisse d'un monde meilleur.

Aussi votre paternelle vigilance a-t-elle promptement découvert cette conspiration faite au grand jour. Aussi votre courroux a-t-il sévi, sans retard, contre cet attentat de lèse-société.

Scellés, procureurs, greffiers, garde-bourgeoise, rien ne vous a manqué pour opérer une saisie complète.

Cependant, vous avez négligé d'incarcérer le principe au nom duquel se meuvent les quelques cent-mille utopistes, nos amis. Attendriez-vous pour cela que toutes les forteresses de France soient organisées en prisons cellulaires?

Nous sommes complètement rassurés sur ce point, car nous savons et vous savez aussi qu'un principe vrai traverse les murailles et triomphe des verroux.

JULES SALMSON,

Délégué des sculpteurs industriels.

PHYSIONOMIE DE PARIS.

—Paris est extrêmement agité depuis le commencement de la semaine, mais, ainsi qu'on a pu s'en convaincre, il n'y a rien eu de grave dans cette agitation. Les élections y ont contribué pour beaucoup par la mauvaise manière de procéder dans un grand nombre de sections, soit en ne délivrant pas de cartes aux élections, soit en usant pour le dépouillement d'une foule de petits procédés fort peu honorables pour ceux qui les emploient. — Les Clubs en plein vent sont toujours nombreux en dépit de la loi sur les *Attroupements*. Les ouvriers y discutent leurs intérêts, tout aussi bien que s'ils siégeaient à l'Assemblée nationale. Il n'y a que cette seule différence, qu'ils sont sans le sou, et que nos vertueux représentants reçoivent 25 francs par jour.

Les bonshommes qui s'aventurent dans ces groupes usent de toutes leurs ressources intellectuelles et de leurs poumons pour faire comprendre aux ouvriers qu'il y a nécessité impérieuse de nommer Girardin, Thiers, et Louis-Napoléon. Ces trois citoyens devant forcément faire aller le commerce.

L'affiche du maire de Paris concernant les attroupements a soulevé beaucoup de récriminations ainsi que celle du Directeur des ateliers nationaux annonçant la suppression de quatre brigades de travailleurs. Ce n'est pas en employant ces moyens par trop militaires qu'on pourra calmer les esprits.

Des institutions sages et utiles pour tous vaudraient cent fois mieux que tout ce papier placardé sur les murs et les cent mille baïonnettes qui nous gardent à vue.

BULLETIN DE L'EXTÉRIEUR.

Au milieu des mille et une préoccupations du dedans, c'est à peine si nous avons le temps de prêter l'oreille aux bruits qui viennent du dehors. Cependant, les vents du Nord, de l'Est et du midi, courriers haletants, arrivent, chaque jour, à chaque minute, nous criant deux choses graves et solennelles. Écoutez!

Le canon gronde; sa voix lointaine nous crie-t-elle la chute d'un tyran abhorré, la délivrance d'un peuple, la grande fête de l'universelle fraternité... hélas!... c'est l'abominable Bourbon des Deux-Siciles qui fait bombarder de nouveau ses bonnes villes!... c'est l'aigle d'Autriche qui tente un dernier effort pour replacer l'Italie du nord sous sa serre sanglante!... Ce sont les Danois et les Allemands qui s'égorgent à propos du Holstein et du Sleswick!... C'est enfin sans doute l'impérial cosaque qui essaie son artillerie!...

Cependant, les nouvelles sont loin d'être mauvaises: décidément Charles-Albert s'est décidé à battre Radetzki. La bataille a eu lieu dans les plaines fameuses de Rivoli. Le roi de Sardaigne n'avait, dit-on, que vingt mille hommes à opposer aux 30,000 baïonnettes du lieutenant de l'empereur. En même temps Peschiera se rendait. On dit que Charles-Albert a eu une oreille contusée. Ne pourrait-on pas dire que le futur roi de la péninsule a trop tôt montré l'oreille de son ambition?

Au sud de la péninsule, ce misérable couronné qu'on appelle Ferdinand de Naples, n'a pas encore reçu le juste châtiment qui l'attend et qui se prépare. Mais, des deux côtés du phare, une révolution complète et terrible éclate peut-être en ce moment; en attendant sa majesté jouit de son reste et emploie ses derniers boulets contre son peuple.

Les Danois ont repris l'offensive, poussés par la Russie, et le sang a de nouveau coulé sans avoir grandement avancé la question qui est, on le sait, de savoir si les duchés de Heswick et de Holstein doivent ou non appartenir au roi de Danemarck, rester Allemands ou devenir Scandinaves. En Prusse, la République gagne décidément du terrain; le peuple s'arme et s'appête, la lutte est proche, la victoire n'est peut-être pas éloignée.

Quant à l'empereur d'Autriche, au milieu des prétentions opposées et un peu singulières de ses sujets qui veulent avoir l'empereur chez eux, ou qui n'en veulent pas, les ministres de Ferdinand trouvent que la fuite de l'empereur à Varennes—nous voulons dire à Innsbruck—est décidément une école. Peuples, comprenez-vous enfin?...

PERNOT, ouvrier ébéniste, gérant.

Paris. — Imprimerie de Lacombe, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 36.